



Photo : Marie-Soleil Martineau

Rapport annuel 2005-2006



**PROJET ACCOMPAGNEMENT
Québec-Guatemala**

Table des matières

Mot de la coordination du Nord	3
Mot de la coordination du Sud	3
Présentation du Projet Accompagnement Québec-Guatemala.....	5
Accompagnement international.....	6
Cas d'accompagnement	6
Défis rencontrés pour le travail d'accompagnement au Guatemala	7
Actions urgentes	8
Pression politique	8
Information	9
Sensibilisation et éducation	9
Financement	10
États financiers	11

Conseil d'administration

Pierre-Olivier Marcoux,
Président

Annie Pelletier
Vice-présidente

Anais Lagacé
Secrétaire

Laurent Corbeil
Trésorier

Anne-Louise Fortin
Administratrice

Étienne Dubois-Daignault
Administrateur

Philippe Marineau-Dufresne
Administrateur

Équipe du PAQG

Nathalie Brière
Coordonnatrice au Nord

Karen Hamilton
Coordonnatrice au Sud

Maude Fauteux
Agente à l'éducation

David Loranger-King
Comptable

Valérie Lafon
Joelle Dumouchel
Agentes de communication

Marc-André Anzueto
Grégory Dallemagne
Joelle Dumouchel
Stagiaires universitaires
en communication et information

Merci à nos nombreux bénévoles pour votre implication solidaire. Au cours de l'année, vous nous avez accordé plus de 2 500 heures de travail bénévole au Québec, sans compter le travail d'accompagnement bénévole réalisé au Guatemala par six accompagnateurs durant trois mois chacun. Nos sincères remerciements !

Mot de la coordination au Nord

Une fois encore cette année, de multiples activités ont été réalisées afin de faire connaître la situation encore précaire des droits de la personne au Guatemala. Grâce à nos nombreux membres engagés bénévolement, le PAQG a été en mesure d'organiser et de présenter une variété d'événements (conférences publiques, projections de films, expositions de photos, soirées et kiosques d'informations, etc.) afin de sensibiliser davantage la population québécoise à la réalité de la lutte pour la justice et la dignité au Guatemala. Nous avons particulièrement mis l'accent sur la problématique minière, celle des compagnies canadiennes ne respectant pas les normes internationales en ce qui concerne l'environnement et le droit des populations autochtones. En collaboration avec d'autres organisations canadiennes, nous avons diffusé des campagnes de pression afin d'inciter la population à prendre position sur ce sujet. Nous avons aussi poursuivi la présentation de l'exposition « Panzós, 25 ans plus tard... » mettant en corrélation l'implication d'une compagnie minière canadienne et le massacre qui s'en est suivi dans ce village guatémaltèque. Nous avons également organisé une série de conférences avec Carlos Paredes de l'équipe d'Études communautaires et d'action psychosociale (ECAP) afin de présenter les impacts de la répression sur la population autochtone.

L'année 2005-2006 a aussi été très prolifique en ce qui concerne le recrutement de nouveaux accompagnateurs, puisque 11 personnes ont été formées et sélectionnées en janvier 2006. Dès l'été 2006, la moitié d'entre elles seront déjà sur le terrain afin de réaliser un accompagnement qui durera un minimum de trois mois au Guatemala. Nous attendons donc avec enthousiasme leur retour afin qu'elles partagent leurs expériences et continuent leur implication et engagement auprès de la population québécoise.

Je remercie sincèrement toutes les personnes qui se sont impliquées, de près ou de loin, dans la réalisation des activités qui ont eu lieu. J'espère vous y retrouver cette année encore afin de poursuivre cette lutte pour la promotion des droits de la personne.

Nathalie Brière

Nathalie Brière, coordonnatrice du PAQG au Québec

Mot de la coordination au Sud

Le 29 avril dernier, l'Unité de protection des défenseurs du Mouvement national des droits de la personne a émit un communiqué d'alerte, dénonçant 60 cas d'attaques contre des défenseurs des droits humains dans un intervalle de seulement quatre mois. Cinq de ces cas étaient des assassinats et cinq autres des tentatives d'assassinat. Une fois encore, l'année 2006 confirme l'augmentation progressive et constante d'attaques contre des défenseurs depuis 1999.

C'est dans ce contexte, à l'heure des bilans discordants sur les « 10 années de paix », que s'inscrit cette année l'accompagnement international réalisé par le PAQG et la Coordination de l'accompagnement international au Guatemala (CAIG). Certains s'empressent de qualifier les problèmes de « séquelles du passé » et de laisser l'étape de l'après guerre derrière eux pour « aller de l'avant ». Pourtant, le nombre de demandes d'accompagnement international ne cesse d'augmenter. La violence politique, loin de disparaître avec la signature des Accords de paix en 1996, continue donc d'être une caractéristique structurelle des relations sociales au Guatemala.

Au cours des six premiers mois de 2006, la CAIG a accepté une douzaine de nouveaux cas. Certains de ces cas ont réussi à attirer l'attention de l'opinion publique, comme le cas de la *finca Nueva Linda*¹, le cas Cusanero (premier cas de disparition forcée à être porté devant les tribunaux guatémaltèques) et les cas pour génocide promus en Espagne et au Guatemala. En 2005-2006, l'équipe d'accompagnement international de la CAIG, appelée ACOGUATE, a compté en moyenne 26 personnes. De ce nombre, six auront été du PAQG, ce qui représente une contribution majeure.

Cette année, la coordination de ACOGUATE a cherché à formaliser certains accords et certaines procédures quant à la sélection et la formation des accompagnateurs. Elle a promu une plus grande coordination des actions urgentes et politiques ainsi qu'une meilleure vue d'ensemble du travail réalisé par les membres de toutes les organisations qui participent à cet effort d'accompagnement international.

La CAIG a contribué à faire reconnaître l'accompagnement international comme une mesure de protection pertinente par différentes instances nationales et internationales et a attiré l'attention sur les profondes lacunes de l'État guatémaltèque quant à la protection des droits de la personne et de ses défenseurs. En ce sens, un moment fort de l'année 2006 fut sans doute la visite de la commission rogatoire espagnole, à l'occasion de laquelle nous avons pu mieux évaluer et améliorer l'efficacité de notre réseau d'alerte. Le premier *Rapport d'observation de la CAIG*², par exemple, a été bien reçu et nous a permis d'ouvrir plusieurs portes. Grâce à l'infrastructure de la CAIG, une lettre ouverte signée par 89 organisations et 969 personnes a été remise aux autorités guatémaltèques³. Celle-ci demandait la collaboration de l'État avec la commission rogatoire et la protection des défenseurs des droits humains qui luttent contre l'impunité.

Finalement, l'émission par le juge espagnol Santiago Pedraz, de mandats d'arrêts internationaux contre huit⁴ civils et militaires pour génocide et autres violations des droits de la personne est venue donner un nouveau souffle à la lutte contre l'impunité en mettant à nu l'absence de volonté politique des autorités. D'autre part, les élections générales prévues pour 2007 seront le théâtre de luttes entre les différents groupes de pouvoir pour obtenir ou conserver le contrôle de l'État, offrant sans doute certaines opportunités pour des contestations sociales. Malheureusement, pour la même raison, elles augurent déjà une augmentation de la violence politique.

Merci aux bénévoles pour leur travail inlassable et à tous les membres pour leur appui au cours de cette année. Soyez assurés que ce travail et cet appui sont appréciés des Guatémaltèques qui luttent courageusement pour leurs droits.



Karen Hamilton,
coordonnatrice du PAQG au Guatemala

Note :

¹ Voir « cas d'accompagnement » en p.6

² Disponible à l'adresse suivante: http://www.paqg.org/article.php3?id_article=273&sq=docu

³ Disponible à l'adresse suivante: http://www.paqg.org/article.php3?id_article=326&sq=docu

⁴ Une des personnes recherchées est le général Romeo Lucas García. Selon la presse, Romeo Lucas García serait décédé au mois de mai 2006. Cependant, son décès n'a pas été notifié officiellement à la justice espagnole.

Présentation du Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) est un organisme de solidarité avec la population guatémaltèque dans sa lutte pour la paix, la dignité et la justice sociale. Nous offrons l'occasion de participer à un effort international en faveur des droits humains au Guatemala..

Le PAQG offre une présence au Guatemala sous forme d'accompagnement international auprès d'organismes et de défenseurs de droits humains, de survivants et témoins du génocide, menacés dû à leur travail en faveur d'une justice nationale. C'est en tentant de briser leur isolement et en informant sur le Guatemala et le sort de ses ressortissants que le PAQG appui la lutte du peuple guatémaltèque.



Photo : PAQG

Le PAQG réalise également un travail d'éducation, de sensibilisation et d'information du public québécois sur la situation des droits humains au Guatemala.

Le Projet Accompagnement a été créé en 1992 pour répondre à la demande d'accompagnement international formulée par les Guatémaltèques réfugiés au Mexique. Depuis 1993, près de 45 000 réfugiés sont retournés de manière collective et organisée dans leur pays d'origine.

Au cours du processus de retour, de 1992 à 1999, 160 accompagnateurs bénévoles du Projet Accompagnement (dont 65 Québécois) ont soutenu cette démarche en offrant leur présence dans les communautés de réfugiés retournés.

La signature des Accords de paix (1996) et la fin du processus de retour des réfugiés (1999) ont marqué un tournant dans la situation au Guatemala. S'appuyant sur une expérience reconnue et de solides bases d'appui au Québec, le PAQG s'est inscrit dans cette perspective de changement. À partir de 1999, le PAQG poursuit son travail en faveur du respect des droits humains tout en élargissant son mandat afin de répondre aux demandes d'accompagnement international de survivants des massacres et d'organismes de défenses des droits humains qui sont menacés ou victimes d'intimidations. Depuis ce nouveau mandat, le PAQG travaille au sein de la Coordination de l'accompagnement international au Guatemala (CAIG) et plus de 50 Québécois se sont rendus sur le terrain à titre d'accompagnateurs internationaux.



Photo : Carlos Paredes

Accompagnement international

L'accompagnement international assure à une communauté ou à des personnes en situation d'insécurité, un espace qui leur permet de continuer leur lutte pour la dignité et la justice, il vise à créer un effet dissuasif face à de possibles violations de droits humains. Un comité de formation s'occupe du recrutement et de la formation des bénévoles du Québec qui sont intéressés par l'accompagnement international. Entre juillet 2005 et juin 2006, six accompagnateurs ont séjournés au Guatemala.

Afin de recruter de nouveaux membres, le PAQG a organisé sept soirées d'informations qui ont profitées à 45 personnes. Douze participants ont bénéficié d'une formation intensive de cinq jours donnée par le PAQG et tous ont ensuite été sélectionnés pour l'accompagnement. De plus, cette formation a été l'opportunité de mettre en pratique quelques nouveaux ateliers préparés par le comité de formation.



Photo : Marie-Soleil Martineau

Comité de formation

Nathalie Brière, Soel Rodas Calderon, Marie-Claude Lortie, Marie-Soleil Martineau, Annie Pelletier, Kevin Coulombe, Pierre-Olivier Marcoux.

Cas d'accompagnement

Accompagnement des familles de la plantation *Nueva Linda*, Champerico, Retalhuleu



Photo : ACOGUATE, avril 2006

Depuis février 2006, ACOGUATE accompagne des dizaines de familles qui se sont installées aux abords de la plantation *Nueva Linda*, comme moyen de protestation. Le conflit à *Nueva Linda* a débuté en 2003, après la disparition du dirigeant paysan, Héctor Reyes, ordonnée par les propriétaires de la plantation, Virgilio Casado et Carlos Vidal. M. Reyes était responsable d'un mouvement de défense des droits humains, droits du travail et d'accès à la terre. De plus, les familles de *Nueva Linda* demandent justice pour le massacre commis le 31 août 2004 par la police, l'armée et la sécurité privée de la plantation, au cours duquel neuf paysans et quatre policiers ont été tués. Plusieurs personnes ont aussi été blessées à la suite de l'expulsion violente dont ils ont été victimes.

Le 20 janvier 2006, ACOGUATE a commencé à accompagner les familles après que quatre paysans aient été blessés par des tirs des gardes de la sécurité privée de la plantation. Depuis ce jour, les familles ont été victimes d'agressions, d'intimidations et de menaces. Toutefois, un important réseau national et international de solidarité a été créé. Les familles considèrent que leur sécurité s'est améliorée suite à l'accompagnement.

Contexte et défis affectant le travail d'accompagnement au Guatemala

1) Multiplication des attaques contre les défenseurs de droits de la personne

Cette situation est le fruit, en partie, de la décomposition de l'État, de la persistance de l'impunité des criminels et de l'échec d'une commission internationale d'enquête sur les corps illégaux et les appareils clandestins de sécurité.

2) L'émergence d'un nouveau concept, « l'ennemi interne »

Ce concept provient de l'agenda de sécurité des États-Unis articulé avec le projet de renforcement du néolibéralisme et de la défense des intérêts des investisseurs appliquée à toute opposition aux projets gouvernementaux.

3) Le changement d'attitude d'une partie de la « communauté internationale officielle »

Le changement du statut « d'après-guerre » pour celui de « pays en voie de développement » contribue à ce que la communauté internationale soit moins prompte à critiquer ouvertement le gouvernement de Oscar Berger. Cette attitude prudente venant des gouvernements étrangers peut également être le résultat d'intérêts contradictoires, par exemple le gouvernement canadien défendant les intérêts miniers canadiens au détriment de la population locale.

4) L'agenda des Accords de paix passe en second plan

On observe une stagnation, et à certains égards, un recul dans l'application des mesures que prévoyaient les Accords de paix. Par exemple, le retour du rôle prépondérant de l'armée en matière de sécurité civile.



Photo : ACOGUATE, 25 juin 2006

Actions urgentes

Dans des cas de violations graves de droits humains se produisant au Guatemala, le PAQG possède un mécanisme d'intervention rapide qui vise à faire pression sur les autorités concernées afin de cesser ces violations. Les actions urgentes coordonnées par le comité d'actions urgentes prennent la forme de lettres traitant de nos préoccupations en rapport avec l'événement passé, elles sont ensuite diffusées au sein du réseau du PAQG. Ce réseau est constitué des membres, soit environ 300 personnes, ainsi que plusieurs institutions et organismes qui possèdent aussi leur propre réseau.

Cette année, ce sont 10 actions urgentes qui furent envoyées aux autorités guatémaltèques et canadiennes. Elles furent entreprises en réaction à des menaces de mort, des agressions, des assassinats et à l'éviction d'une communauté paysanne ainsi que d'autres violations.

Comité d'actions urgentes

Anne-Louise Fortin, Nelly Marcoux, Christian Fournier, Nathalie Brière, Marie-Eve Fournelle, Marc-André Anzueto, Grégory Dallemagne, Joelle Dumouchel

Pression politique

Depuis cette année, le PAQG compte sur un nouveau comité qui agit de manière à influencer les décisions politiques sur des sujets qui touchent le bien-être de la population ainsi que son environnement. L'attention du PAQG a été portée sur deux problématiques occupant le devant de la scène de l'actualité guatémaltèque : soit la responsabilité sociale des entreprises minières et la venue de la Commission rogatoire d'Espagne.

Tout au long de l'année, le PAQG a suivi de près les activités minières d'entreprises canadiennes au Guatemala, dont le projet « Phénix » d'extraction de nickel de Skye Ressources et le projet « Marlin » de *Glamis Gold*. À cet égard, un travail de recherche a été effectué et a mené à la rédaction d'un article analysant les relations du gouvernement canadien vis-à-vis des entreprises minières canadiennes ayant des activités à l'étranger. De plus, en collaboration avec le Comité pour la justice sociale et le Groupe d'orientation politique pour les Amériques, le PAQG a mis sur pied une action stratégique qui exhorte le gouvernement canadien à légiférer pour assurer le respect des normes internationales en ce qui concerne la responsabilité des entreprises. Finalement, le PAQG est aujourd'hui membre d'une coalition (ad-hoc) sur la problématique minière en vue des tables rondes du gouvernement sur la responsabilité sociale des entreprises extractives qui auront lieu à Montréal en novembre 2006. De plus, le PAQG a diffusé et traduit une déclaration en appui à la population de Sipakapa qui s'est prononcée contre l'activité minière dans sa municipalité lors d'une consultation populaire. Une action urgente dirigée à la Cour constitutionnelle du Guatemala pour reconnaître la validité de cette consultation a également été élaborée.

En ce qui concerne la venue de la Commission rogatoire d'Espagne au Guatemala, le PAQG a diffusé les informations pertinentes à ce sujet. De plus, une lettre ouverte en appui au travail de la Commission rogatoire d'Espagne a été traduite et diffusée au sein du réseau de l'organisme.

Comité de pression politique

Nathalie Brière, Laurence Guénette, Laurent Corbeil, Jonathan Fournier, Maude Fauteux, Maryse Laurence, Marie-Andrée L'Espérance, Nelly Marcoux, Grégory Dallemagne, Joëlle Dumouchel, Karen Hamilton

Information

La diffusion de l'information sur le Guatemala, autant en ce qui concerne sa réalité politique, économique et sociale actuelle que son histoire, est une des activités principales du PAQG. Chaque année, la parution d'une revue d'actualité bimestrielle sert à la diffusion de cette information tout en faisant le suivi des activités de l'organisme. Cette année, outre cette publication officielle du PAQG, une dizaine d'articles écrits par les membres sont parus dans diverses publications. En effet, le PAQG a collaboré pour l'année 2005-2006 avec, entre autres, *Le Délit*, *Caminando*, *The Upstream Journal*, *A Bâbord* et l'Action interculturelle de Villeray. Également, 17 entrevues ont été accordées à des radios communautaires afin de parler de la situation au Guatemala. De plus, le site web - www.paqg.org - régulièrement mis à jour, reste un outil clef dans la diffusion de l'information. Cette année, notre centre de documentation virtuel a été enrichi de nombreux rapports et d'articles permettant au lecteur d'approfondir sa compréhension de la réalité guatémaltèque.

Membres du Comité Information

Karen Hamilton, Nelly Marcoux, Étienne Roy-Grégoire, Florence Riel St-Pierre, Nathalie Brière, Didier Guillemette, Alissa Lauriault, Yannick Lacoste, Rodolfo Hernández, Catherine Dutil, Marie-Pierre Chazel, Annie Montpetit, Annie Lapalme, Mathieu Cook, Marie-Lyne Vachon, Marc-André Anzueto, Gregory Dallemagne et Joëlle Dumouchel.

Sensibilisation et éducation

Chaque année, le PAQG organise plusieurs activités d'éducation et de sensibilisation auprès de la population québécoise. Cette année, la tournée de la conférence intitulée *Entre douleur et espoir : lutter pour la dignité au Guatemala* est venue compléter l'exposition *Panzós 25 ans plus tard...* qui avait déjà commencé son parcours l'année dernière. L'exposition présentant les œuvres du peintre et photographe Marlón Garcia Arriaga, offrait au public une perspective historique sur la présence minière canadienne dans la région de Panzós depuis bientôt un demi-siècle. L'exposition a été présentée dans sept villes du Québec et plusieurs autres de l'Ontario. Quant à elle, la conférence qui a été présentée dans huit villes québécoises, portait sur les actions entreprises aujourd'hui à Panzós, nous permettant ainsi de faire un lien entre le passé et le présent. En effet, en parlant de son travail auprès des survivants du massacre de Panzós, Carlos Paredes psychologue communautaire permit au public québécois d'approfondir sa compréhension des répercussions du massacre sur la population guatémaltèque. Parallèlement, une exposition itinérante de photographies traitant de la lutte contre l'impunité, montée deux ans plus tôt, a continué sa route dans plusieurs villes du Québec.

En appui au travail de la coordination, deux comités universitaires, un à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et l'autre à l'Université de Montréal, favorisent la sensibilisation et la diffusion d'informations au sein de leur institution. Cette année, ces comités ont été particulièrement actifs. À l'UQAM, cinq films sur le Guatemala, accompagnés d'une discussion, ont été présentés à divers moments de l'année. À l'Université de Montréal, trois conférences, touchant tant l'aspect anthropologique que politique ou historique, ont été mises sur pied. Au cours de celles-ci, ont été abordés des thèmes tels que la militarisation, le génocide et sa répercussion sur la population autochtone. De plus, conjointement avec la coordination du PAQG, les deux comités universitaires ont mis sur pied dix-sept tables d'information. En dehors des universités, il eut quatre autres projections de films qui ont été organisées au cours de l'année ainsi que neuf présentations publiques données par d'anciens accompagnateurs.

Financement

Au cours de l'année 2005-2006, le PAQG a réalisé cinq types d'activités de financement, soit : campagne de levée de fonds (envoi de lettres), renouvellement de la cotisation des membres, soirée-bénéfice annuelle, vente de produits promotionnels et des demandes de financement. En tout, les activités d'autofinancement auront rapporté près de 15 000 \$. C'est grâce à l'implication d'un grand nombre de bénévoles que le PAQG a pu réaliser, encore une fois cette année, toutes ces activités de financement. Au cours de l'année, nous avons diversifié nos produits promotionnels, qui non seulement présentent le PAQG mais aussi la situation des droits humains au Guatemala. Entre autres, 250 cartes de souhait illustrant deux des peintures de l'exposition *Panzós, 25 ans plus tard...* ont été imprimées et vendues.



Peinture *Ya es mar* de Marlon García Arriaga

Si le PAQG peut effectuer son travail de solidarité avec le Guatemala c'est grâce à l'implication de ses membres et à la générosité de ses donateurs. Cette année, une centaine d'individus et plus de vingt organisations ont contribué au financement du PAQG sous plusieurs formes. Nous désirons remercier toutes ces personnes et ces organismes.

Principaux partenaires financiers du PAQG

- Ministère des Relations Internationales (MRI) et Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, gouvernement du Québec
- Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale (AQOCI)
- Développement et Paix
- Inter Pares
- Centre de Ressources sur la Non-Violence (CRNV)
- Ressources humaines et Développement des compétences Canada (programme placement carrière-été)
- Sœurs Saints-Noms de Jésus Marie (SNJM)
- Observatoire des Amériques
- Solidarité-Franciscaine, administration provinciale
- Fédération Nationale des Enseignants et Enseignantes du Québec (FNEEQ/CSN)
- Syndicat des Professionnels et Professionnelles du Gouvernement du Québec (SPGQ)
- Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic
- Caisse populaire Desjardins de Villeray
- Sœurs de St-François d'Assise
- Sœurs de la Ste-Famille de Bordeaux
- Centre In'Afu

Comité de financement

Nathalie Brière, Laurence Guénette, Maryse Laurence,
David Loranger-King



Photo : Marc-Antoine Dufour

États financiers

Revenus et dépenses de l'exercice terminé le 30 juin 2006

REVENUS—APPORTS	2006 en \$	2005 en \$
Autofinancement	14 655	40 170
Dons	26 629	24 017
Subventions		
- Programmes fédéraux	3766	16 186
- Programmes provinciaux	52 629	46 795
- Autres organismes	17 625	10 200
TOTAL	115 304	137 368

DÉPENSES		
Salaires et charges sociales	41 023	45 951
Accompagnement et stages internationaux	48 585	39 884
Éducation, information et mobilisation	11 440	28 689
Financement	2 747	1 395
Fonctionnement	11 185	10 382
TOTAL	114 980	126 301

EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	324	11 067
--	------------	---------------



Photo : PAQG-Sud



PROJET ACCOMPAGNEMENT

Québec-Guatemala

660 Villeray, bureau 2.115

Montréal (Québec)

H2R 1J1

Tél. : 514 495-3131

Télé. : 514 279-0120

paqg@paqg.org

www.paqg.org